

## UGANDA

### La presse indépendante menacée

Index AI : AFR 59/005/02

Amnesty International exhorte le gouvernement ougandais à lever immédiatement l'interdiction de publication dont fait l'objet le journal le *Monitor*, qui a été fermé à la suite d'un article controversé paru le 10 octobre.

« Pour montrer qu'il est attaché au respect des droits élémentaires de la personne, tels que les droits à la liberté d'expression et à la liberté de l'information, qui sont garantis par la Constitution ougandaise et le droit international, le gouvernement doit autoriser ce journal à poursuivre ses activités », a déclaré ce jour (mercredi 16 octobre 2002) Amnesty International.

L'organisation condamne l'intervention des forces de sécurité dans les locaux du *Monitor*, et déplore que cette opération ne fasse que confirmer l'attitude d'un gouvernement qui ne cesse d'empiéter sur la liberté de la presse en Ouganda depuis le début de l'année. Voilà six jours que ce journal, un des seuls quotidiens indépendants du pays, n'est plus autorisé à paraître. Les autorités n'ont fourni aucune indication concernant la date à laquelle ce journal pourrait de nouveau être publié.

Les locaux du *Monitor*, qui se trouvent à Kampala, ont été fermés à clé et scellés le 10 octobre, après que les forces de sécurité y eurent procédé à une perquisition. Cette opération a fait suite à la publication d'un article selon lequel un hélicoptère de l'armée, à bord duquel se trouvaient des expatriés, avait été abattu par la *Lord's Resistance Army* (LRA, Armée de résistance du Seigneur), qui lutte contre le gouvernement depuis au moins seize ans dans le nord de l'Ouganda. Les forces de sécurité ont quitté les locaux du journal en emmenant des ordinateurs, des disquettes, des cassettes, des documents ainsi que des téléphones mobiles.

Par ailleurs, Amnesty International exhorte les autorités à mettre fin au harcèlement auxquels sont en butte les journalistes indépendants.

« Tous les journalistes doivent pouvoir travailler sans craindre d'être victime de représailles de la part du gouvernement, a

déclaré l'organisation de défense des droits humains.

« Nous sommes tout particulièrement préoccupés par le maintien en garde à vue de Frank Nyakairu, l'auteur de l'article visé, au poste central de police de Gulu. Il a déclaré à Amnesty International qu'il n'avait pas encore été présenté aux autorités judiciaires en vue d'une éventuelle inculpation depuis son arrestation. »

Détenu depuis le 11 octobre, Frank Nyakairu est accusé d'avoir publié de « fausses informations de nature à susciter la peur et alarmer la population ou à troubler la tranquillité publique ». Amnesty International appelle le gouvernement à libérer immédiatement Frank Nyakairu, à moins de l'inculper d'une infraction prévue par la loi.

Charles Onyangbo Obbo, directeur de la rédaction du *Monitor*, a été appréhendé hier par la police afin d'être interrogé sur cet article, en se voyant accuser d'avoir publié des informations préjudiciables à la sécurité nationale ainsi que des fausses nouvelles. Il a été relâché sous caution après son arrestation et doit comparaître en justice aujourd'hui.

Lundi 14 octobre, deux autres membres de la rédaction du *Monitor* ont été convoqués aux fins d'interrogatoire par les forces de sécurité pour les mêmes infractions. Ils ont été mis en liberté sous caution après avoir été arrêtés par la police et doivent également comparaître en justice aujourd'hui. Ils demeurent très préoccupés par le harcèlement manifeste auquel est en butte le personnel du journal.

« Le *Monitor* était déjà entré en conflit avec le gouvernement à propos de plusieurs articles par le passé, et avait fait l'objet de poursuites judiciaires. Ces récents événements ne semblent être que le dernier épisode d'une série de manœuvres d'intimidation et de harcèlement, de la part d'un gouvernement qui renie ses engagements vis-à-vis des Ougandais en matière de liberté et d'indépendance de la presse », a conclu Amnesty International. ●

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web : <http://www.amnesty.org>**